

RAPPORT D'ACTIVITES 2018

Présenté par Dominique Lévêque, secrétaire général

Disons-le modestement : l'activité du PRé aura été assez contrastée en 2018.

Encore qu'il faille moduler, car si tous les projets n'ont pas été menés à bien, certains ont été bien tenus. Il y a même des registres où nous progressons. En réalité, c'est notre capacité à faire qui a été plus durement éprouvée que les années précédentes. Sans doute parce qu'ayant choisi fin 2017 d'ajouter le « *do* » à notre Think tank, nous avons cru, dans un élan d'enthousiasme vraisemblablement mal dimensionné, pouvoir tenir du jour au lendemain les deux bouts de la chaîne avec la même énergie : et continuer à produire du contenu, et organiser des événements nouveaux. Du coup, exigeants comme à notre habitude, nous avons tendance parfois à ne voir que nos manques et à n'écouter que nos frustrations (sic !)

Le décalage constaté cette année entre l'augmentation de la curiosité et de l'intérêt pour le PRé et sa traduction en termes de travail collaboratif participe par exemple de cette « frustration ».

On aurait pu penser que la défiance envers les partis politiques traditionnels, la déception d'une bonne partie de nos membres et sympathisants, affectés par le bilan du quinquennat précédent, comme plus généralement par l'impuissance des gauches, aurait pu davantage renforcer leur envie de décompresser tout en s'investissant au sein d'un espace de liberté tel un *Think & do tank* comme le nôtre. Idem pour celles et ceux (moins nombreux, il est vrai) se situant d'eux-mêmes jusque-là plutôt à droite, avec une sensibilité cependant aux enjeux écologiques et/ou sociaux qui ne sont pas moins dans un état de doute et d'errance depuis la Présidentielle et les Législatives de 2017. Egalement pour se remettre de la fatigue démocratique générale tout en étant utiles.

Il reste que le PRé séduit par son ambition de tenter à la fois de coller aux questions posées par l'actualité, et de privilégier une sorte de *Slow Thinking* une réflexion plus lente, plus posée qui ne s'en laisse pas trop imposer par la dictature de l'immédiateté ou celle de l'émotion. La tâche n'est pas facile, car nous vivons une époque où il n'est pas une seule émission d'infos, d'info-divertissement (*Infotainment*), voire de simple divertissement, pas une seule actualité médiatique, pas un seul discours politique ou le recours à l'émotion n'est devenu l'une des figures imposées de la vie publique.

Certes les émotions, positives ou négatives, enrichissent l'existence.

Sauf que cette forme d'expression si elle devient exclusive peut poser de redoutables défis à la démocratie lorsqu'elle se fait envahissante et tend à remplacer l'analyse.

On aurait pu pareillement penser que l'accession d'Emmanuel Macron à l'Élysée réactive un certain enthousiasme chez ceux qui ont voulu croire en un nouveau sursaut. Cela a été assez vrai les douze premiers mois qui ont suivi son élection. Mais il faut bien dire que c'est retombé quelque peu depuis. Certes, tout peut encore changer. Il n'est pas dit que le Président Macron, s'il en a la volonté, n'arrive pas à se défaire de son image de « Président des riches » qui lui colle à la peau. De récents signes encourageants pourraient en tous les cas le laisser à penser.

Il reste que le chamboulement provoqué par le résultat des dernières élections en fait turbuler beaucoup, en manque de nouvelles marques politiques. Y compris 18 mois après, alors que

des interrogations se font jour et que des doutes peuvent apparaître à l'occasion d'un premier bilan.

On peine à saisir la nouvelle géographie politique qui promettait de se dessiner en 2017.

La majorité présidentielle peine à se structurer idéologiquement, tarde à faire valoir son projet de société, essaye de se construire et de penser en marchant - et forcément ça demande plus de temps et des savoir-faire particuliers-, alors que de leur côté les oppositions ne donnent pas grand-chose à entendre, tant elles sont brouillonnes sur leurs options et les débouchés politiques.

Cette question, au moment où d'aucuns parlent de climat quasi « insurrectionnel », revient évidemment en force.

Il reste, quand on y regarde d'un peu plus près, que la plupart des positionnements politiques de nos membres et sympathisants, demeurent assez homogène et qu'il faut moduler cette image diffuse, parfois presque « honteuse » que certains peuvent avoir d'eux-mêmes ou qui leur est renvoyée. Car leur migration culturelle, pour ne pas dire politique, raconte avant tout l'évolution de la gauche et de ses organisations.

L'UTILITE SOCIALE DU PRÉ

Chaque année, nous nous posons la même question : celle de notre utilité.

C'est devenu presque un rituel. Et nous avons raison de la faire tant il nous importe de vérifier régulièrement ce à quoi nous pouvons servir.

Une première réponse reste de dire qu'au-delà de son objet, le PRé nous permet de pratiquer notre goût de la fraternité humaine ; sans que cela confine au trivial ou à de la grandiloquence (sic !) Egalement d'aller au-delà de l'entre soi en nous ouvrant vers l'extérieur. Ce qui n'est pas rien.

Notre seconde réflexion est de considérer l'intérêt intact que suscite ce type d'espace de convivialité et de sens qu'est le nôtre, chez nos soutiens, dont l'intérêt pour la chose publique et l'évolution de la société ne se dément pas. Attirés qui plus est par le désirable et le possible, également motivés par le souci de *faire société*. Y compris chez ceux d'entre eux qui ont tourné la page des formations politiques traditionnelles ou restent sur leur quant à soi sur celles qui émergent.

Nos amis sont comme les autres citoyens, ils ont faim de sens. Ils continuent d'exprimer leur besoin de quelque chose de différent, qui leur ménage la possibilité de retrouver le plaisir d'être et de faire ensemble, de regoûter à ce « convivialisme » qui permette de résister aux travers de l'air du temps mondialisé comme à l'improbable qui peut arriver, qui permette tout simplement aussi de discuter. Toutes choses que ne suffit pas à combler jusqu'à maintenant le seul surgissement de LaREM ou les clubs existants...

En conséquence de quoi, le PRé paraît toujours aussi utile, mais peine à transformer l'attention des sympathisants qui semblent n'envisager que des coopérations ponctuelles, à leur guise, essentiellement électroniques... Ce qui nous conduit à devoir nous adapter.

Alors oui, le PRé est toujours utile et toujours aussi d'actualité.

L'article II des statuts, relatif à l'objet du PRé ne dispose-t-il pas que « *Le but de l'Association est, dans le cadre d'un attachement affirmé aux valeurs humanistes qui placent l'homme au cœur de toute démarche collective, de renforcer le lien entre République et Écologie. Ainsi elle*

se propose de regrouper celles et ceux qui sont également attachés aux valeurs républicaines et au combat écologique et désireux de mettre leur enthousiasme, leur expertise ou leur expérience au service d'une conception républicaine de l'Écologie. ».

Le projet politique que nous portons, celui d'une *social-écologie*, comme nous la dénommons depuis 2010, nous persistons plus que jamais à le vouloir porteur d'émancipation individuelle et collective. Nous pouvons d'ailleurs noter au passage que le mot même « d'émancipation » qui appartient au début du XX^{ème} siècle est aujourd'hui repris par LaRem, le Président de la République et par la France Insoumise et son chef Jean-Luc Mélenchon (sic !)

Ce dont nous ne pouvons que nous féliciter ! Sans que l'on sache cependant s'ils y mettent le même contenu que le PRé.

Ce projet s'appuie, depuis la création du PRé, sur une critique du capitalisme productiviste et sur le constat (toujours actuel) que la logique marchande s'oppose décidément trop souvent à la justice sociale mais aussi à la qualité existentielle de la vie des individus et à la préservation des univers naturels.

Il met le doigt sur la contradiction capital / nature qui non seulement persiste mais s'accroît. Il pointe également, chaque fois que nécessaire, les limites du courant de la décroissance et sa vision négative de la nature humaine. Comme le PRé ne s'interdit pas de penser de temps à autre avec et contre Karl (Marx), nous pouvons noter chez lui qu'une société émancipatrice doit libérer les désirs humains créateurs de leurs entraves, comme la marchandisation et la spécialisation du travail, alors qu'au contraire, les « décroissants » veulent davantage encadrer les désirs humains pour leur imposer davantage de limites et de contraintes.

La frugalité, l'ascèse, l'enracinement local devenant de ce point de vue des valeurs assez réactionnaires, celles-là mêmes fondant précisément la décroissance.

Notre projet a peu à voir avec cette tendance et n'a aucune nostalgie pour la famille patriarcale traditionnelle. Pour tout dire ou le redire, nous sommes assez dubitatifs devant cette écologie politique atteinte en France d'obsolescence qui a préféré toutes ces dernières années, cultiver un entre soi juste pour préserver une identité, un folklore, des positions, des places plutôt que de s'atteler à des tâches et d'agir concrètement sur le réel, quitte à s'en râper les mains.

Pour autant, le PRé s'efforce d'interroger en permanence ses fondamentaux, comme certains questionnements écologistes dans ses discussions critiques tels que l'éthique de la responsabilité écologique avec le philosophe Hans Jonas, la philosophie politique de la nature avec le sociologue Bruno Latour, la sociologie du risque avec Ulrich Beck), ou encore le pragmatisme philosophique avec John Dewey. Comme ceux d'autres penseurs plus contemporains.

ACTIVITE ET PRODUCTION DU PRé

Comme chaque année, il n'y a pas lieu de comptabiliser le « bénévolat de direction » : celui effectué par les membres du conseil au profit de l'organisation de base et du fonctionnement institutionnel du PRé, que ce soit en termes de nombre de personnes impliquées dans les activités ou de temps consacré, le travail sur la production, les projets, les relations extérieures et la gestion administrative.

On peut cependant noter qu'il est en recul par rapport à l'an dernier.

Cela tient en grande partie par le fait que nous avons joué de malchance : nous avons connu plusieurs défections au sein du conseil, suite à des démissions, une très grande majorité pour des raisons personnelles ou professionnelles, plus rarement pour des questions de divergences quant au positionnement et/ou à l'analyse politique du PRé, et un seul cas pour des raisons en réalité de mal-être politique (pour les raisons évoquées en introduction).

Egalement des empêchements, consécutifs à des affections, y compris de longue durée, qui ont touché certains d'entre nous, diminuant, voire mettant entre parenthèses, leur faculté contributrice d'animation et de production.

N'excluons pas non plus un certain épuisement qui a pu frapper les membres par moments.

C'est dans ce contexte relativement difficile que le PRé, sans particulièrement chercher à le développer (cela reste notre parti-pris), s'est efforcé malgré tout de préserver son « capital associatif », en continuant de valoriser au mieux son savoir-faire particulier dont il dispose dans son domaine, mais aussi son aptitude à solliciter des contributions internes et externes.

Evènements

Là où le bilan est vraiment plus contrasté, c'est sur la production d'évènements du PRé.

Ainsi, ceux du programme 2018 de diners-débats pour les RDV traditionnels du PRé ou dans le cadre des *Cercles de la Transition écologiques*, n'ont pu être réalisés, à quelques exceptions près

On peut cependant noter que le PRé a co-appelé, participé, assisté ou simplement soutenu plusieurs autres évènements.

Grâce à la disponibilité de membres du conseil ou du conseil scientifique, comme d'*Amis du PRé* (pour certains évènements en régions) qui ont avantageusement suppléé le Comité exécutif et le secrétaire général. Qu'ils en soient ici remerciés.

Ainsi :

One Planet Summit (12-12-2017)

Deux ans après la COP 21, le PRé, invité, participe au Sommet Climat de Paris.

Organisé à l'initiative de la Présidence française avec le soutien et la présence d'Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU et de Jim Yong Kim, Pt du Groupe Banque mondiale. Au cœur de cette journée fructueuse pour le PRé, il a été notamment question de stratégies positives, incitatives et de la manière dont les acteurs engagés dans la finance publique et privée peuvent innover pour soutenir et accélérer la lutte commune contre le changement climatique.

Fête de l'Europe.(12-05-2018)

Organisé par le Comité Economique et Social Européen à Paris.

Animée entre autres par Jacques Lemerrier, Pt du PRé et Thierry Libaert, par ailleurs membres du CESE.

Austrian World Summit (15-05-2018)

Par le truchement d'Eric Chevaillier qui était présent à Vienne au titre de l'ONG Organic.

Rencontre avec le sociologue, politiste, chercheur au laboratoire CERLIS (Univ Paris Descartes, Univ Paris 3 Sorbonne Nouvelle et CNRS Philippe Corcuff (contributeur du PRé) et l'historien, professeur au Collège de France Patrick Boucheron (31-05-2018)

Organisé par Séminaire ETAPES à Paris.

Thème : "Machiavel, Maurice Merleau-Ponty, Walter Benjamin : des repères politiques pour temps de brouillard ?"

Colloque international autour de Benjamin Stora, historien, membre du CS du PRé (30-05-2018)

Organisé par le MUCEM à Marseille.

Thème : questionnements autour de ses apports historiographiques, l'engagement de l'homme, l'historien et la culture, les héritages.

Conférence sur le rôle de la société civile en Europe (21-06-2018)

Organisée à l'initiative de Thierry Libaert, membre du CS et du conseil du PRé, au titre de son engagement européen, à Paris (Maison de l'Europe de Paris).

Conférence "La vieillesse est-elle une question d'âge?" (22-06-2018)

Organisé par *Ma Silver communauté* de notre amie Laure Brunschvicg (Saint Nazaire) avec le philosophe Raphaël Enthoven.

Forum International de l'Agriculture planet A® (27-29 juin 2018)

Organisé à Châlons-en-Champagne.

Thématique : au cœur des grands défis mondiaux d'aujourd'hui, l'agriculture a de véritables solutions à apporter en faveur d'une agriculture innovante, durable et humaine. Cette conférence a réuni notamment des ministres de l'Agriculture (Niger, Gabon, France), des représentants d'organisations internationales (ONU, FAO...) et d'associations (WWF France, Action contre la faim...), des universitaires et des chefs d'entreprise.

Conférence " Peut-on encore croire à l'Europe ? " (09-10-2018)

Organisée à l'initiative de Thierry Libaert, conseiller du CESE, membre du CS et du conseil du PRé, (Maison de l'Europe de Paris). Avec la participation de Pieyre-Alexandre Anglade, vice-pt de la Commission des affaires européennes de l'Assemblée Nationale. Et en présence de Catherine Lalumière, Pte de la Maison de l'Europe à Paris.

Conférence sur la vision d'une #Fabcity (21-10-2018)

Organisée à Paris sous la houlette d'Antoinette Guhl, adjointe à la Maire de Paris chargée de l'Economie sociale et solidaire, de l'Innovation sociale et de l'Economie circulaire.

Thématiques : concevoir différemment la production en ville, l'industrialisation à toute petite échelle, l'artisanat et le commerce / Penser différemment les matériaux et leur réutilisation, Imaginer l'innovation sociale comme levier de développement /Inventer la ville de demain dans le respect des hommes et des femmes qui y vivent, dans le respect de l'environnement, en relocalisant nos modes de production, en changeant nos modes de consommation et transformant la gestion des déchets en gestion de ressources.

Festival du film politique (25-28 oct. 2018)

Organisé à Porto Vecchio sous la houlette notamment de Vincent de Bernardi, membre du CS du PRé.

Conférence *Changements climatiques-changements scientifiques* (13-11-2018)

Organisée par le Laboratoire de Météorologie Dynamique - IPSL et le Forum International de la Météo et du Climat à Paris (ENS)

Un débat public autour de "Changement Climatique – Changement Scientifique" et du climat entre sciences dures, sciences sociales et militantisme, avec Valérie Masson-Delmotte (climatologue, co-présidente du groupe de travail n°1 du GIEC), Gaël Giraud (économiste en chef de l'Agence Française de Développement), Sylvestre Huet (journaliste indépendant, blogueur sur Le Monde.fr) et Hervé Le Treut (Directeur de l'Institut Pierre Simon Laplace, IPSL).

Production

Quant au travail de production intellectuelle, celui sur les idées et les propositions, on peut noter en revanche une nette amélioration, quantitative pour le moins (62 publications), s'agissant des articles du Blog ou des *Notes du PRé*, même s'il convient d'élargir le cercle des rédacteurs et de trouver de nouveaux contributeurs pour la préparation et la rédaction des *Notes* :

Tribune · 27 novembre 2018

QUAND LA SONDE INSIGHT SE POSE SUR MARS, IL EST TEMPS QUE JUPITER ATERRISSE, par Jérôme Hébert

Les *Notes du PRé*

Europe & International · 27 novembre 2018

GUERRE ET ENVIRONNEMENT, LE CAS SYRIEN, Note présentée par Mathilde Jové

Tribune · 26 novembre 2018

« GILETS JAUNES », UNE OCCASION DE (RE) FAIRE DE LA POLITIQUE, par Pierre Bouchacourt

Tribune · 25 novembre 2018

LA DISPARITION DE L' "HOMO ECONOMICUS" EST UN LEURRE, par Collectif autour d'Henri Bergeron

Politique & Institutions · 23 novembre 2018

LES ENJEUX ECONOMIQUES DE LA MER : l'exemple de la Nouvelle-Calédonie, par Philippe Folliot

Planète · 22 novembre 2018

"GREEN Friday VERSUS BLACK FRIDAY" : toutes les traditions américaines sont-elles bonnes à prendre ? par Dominique Lévêque

Politique & Institutions · 31 octobre 2018

EUROPE : POUR UN SURSAUT DE LA SOCIETE CIVILE, par Thierry Libaert

Pour une République écologique / Rapport d'activités, DL - Oct 2018/ Conseil des membres du 27-11-2018

Actualités · 22 octobre 2018

SACRÉ MELENCHON : DE L'AUTODESTRUCTION DES GAUCHES À #MeToo À L'ENVERS, par Philippe Corcuff

Planète · 17 octobre 2018

HUILE DE PALME : REGARDONS AU DELÀ DE CE QUE L'ON NOUS LAISSE VOIR, par Dominique Lévêque

Economie & social · 26 septembre 2018

LIBERONS LA PAROLE DANS L'ENTREPRISE ! La question des lanceurs d'alerte, par Rita Fahd

11 septembre 2018

JE REJOINS LE PRÉ, par Michel Yvernat

Planète · 10 septembre 2018

MARCHE POUR LE CLIMAT, par Guillaume Vuilletet

Planète · 07 septembre 2018

MARCHONS POUR LE CLIMAT !, par Dominique Lévêque

Actualités · 04 septembre 2018

LE DERNIER DES MOHICANS ?, la démission de Nicolas Hulot, par Dominique Lévêque

Billet · 30 août 2018

NICOLAS HULOT - LES LECONS D'UN ECHEC, par Thierry Libaert

Planète · 15 août 2018

BIODIVERSITE - SATELLITE - ECOSYSTEME, par Dominique Lévêque

Transition écologique et solidaire · 08 août 2018

INDUSTRIE TEXTILE ET ECONOMIE CIRCULAIRE, par Dominique Lévêque

Transition écologique et solidaire & politique · 03 août 2018

POUR UN VICE-PREMIER MINISTRE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE, par Thierry Libaert

Actualités · 27 juillet 2018

DE QUOI « L'AFFAIRE BENALLA » EST-ELLE LE NOM ? par Jacques Lemerancier et Dominique Lévêque

Politique & Institutions · 18 juillet 2018

LES REVENDICATIONS SUR LES ILES EPARSEES INTERROGENT NOTRE SENS DE LA SOUVERAINETE, par Philippe FOLLIOU

Actualités · 03 juillet 2018

REFORME CONSTITUTIONNELLE, par Guillaume Vuilletet

Société & culture · 02 juillet 2018

« DESOBEISSANCE » de SEBASTIAN LELIO. HOMMAGE A STANLEY CAVELL, par Philippe Corcuff

Société & culture · 28 juin 2018

SPIRITUALITES & LAICITE, par Dominique Lévègue

Planète · 23 juin 2018

LES NEONICOTINOÏDES, par François Caillaud

Les *Notes du PRé* · 21 juin 2018

LA QUESTION DU PRINCIPE DE SECURITE JURIDIQUE, présenté par Jean-Pierre Malili

Europe & International · 15 juin 2018

EN AFRIQUE, LA LAICITE A LA CROISEE DES CHEMINS ? par Augustin Codja

Société & culture · 08 juin 2018

FAKE NEWS : QUAND LE FN REMET AU GOUT DU JOUR LES RELENTS NAUSEABONDS D'UNE POLICE DE LA PENSEE, par Guillaume Vuilletet

Actualités · 08 juin 2018

INSCRIRE LA PARTICIPATION CITOYENNE DANS LA CONSTITUTION ?

Billet · 30 mai 2018

LA QUESTION DE L'INTERDICTION DU GLYPHOSATE, par Dominique Lévègue

Rubrique *Tutti frutti* · 28 mai 2018

DE VILLE EN VILLE*, DE PORT EN PORT** par Dominique Painvin

Politique & Institutions · 17 mai 2018

LA LIBERTE DE CONSCIENCE DE CHACUN EST LE MEILLEUR MOYEN DE LUTTER CONTRE LA RADICALISATION RELIGIEUSE, par Patrick Weil

Actualités · 16 mai 2018

FAIRE EVOLUER LA LOI SUR LA FIN DE VIE, par Guillaume Vuilletet

Société & culture · 15 mai 2018

LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES, par Guillaume Vuilletet

Actualités · 15 mai 2018

DES PROPOSITIONS POUR LE PROJET DE LOI ELAN, par Guillaume Vuilletet

Rubrique *Tutti frutti* · 10 mai 2018

MAI 68 : LES TABLES DU QUARTIER LATIN, par Jean-Claude Ribaut

Planète · 09 mai 2018

LA TRANSITION ENERGETIQUE EN DIX RUPTURES, par Pierre Bauby

Planète 04 mai 2018

RENDRE POPULAIRE LA TRANSITION ENERGETIQUE, par Olivier Ryckewaert

Idées · 02 mai 2018

"FARGO", UN DEFI POUR L'IMAGINATION POLITIQUE, par Philippe Corcuff

Actualités · 27 avril 2018

COMMENT LES IMMIGRES ONT EUX AUSSI INCARNE "MAI 68", par Benjamin Stora

Billet · 24 avril 2018

SOUTIEN AU DEPUTE TURC GARO PAYLAN, par François-Michel Lambert

Idées · 17 avril 2018

Le PRé à l'ASSEMBLEE NATIONALE, par Guillaume Vuilletet

Idées · 13 avril 2018

LE POPULAIRE ET L'ORDINAIRE, ENJEUX POLITIQUES EN MACRONIE, par Philippe Corcuff

Idées · 05 avril 2018

ON THE (RAIL) ROAD AGAIN, l'avenir cheminot de l'émancipation, par Philippe Corcuff

Europe & International · 27 mars 2018

COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL EUROPEEN : 60 ans et une présence réaffirmée auprès des institutions, par Thierry Libaert

Rubrique *Tutti frutti* · 10 mars 2018

LA CUISINE ? UNE PENSEE MODELEE PAR LE GESTE DU CUISINIER, par Jean-Claude Ribaut

Actualités · 08 mars 2018

EN CETTE JOURNEE DU 8 MARS... par Guillaume Vuilletet

Europe & International · 05 mars 2018

CONSULTATIONS CITOYENNES, UN NOUVEL ESPOIR POUR L'EUROPE ?, par Thierry Libaert

Billet · 19 février 2018

ARMES & USA, par Dominique Lévèque

Actualités · 16 février 2018

SOCIETE DE LONGEVITE : DENI DU VIEILLIR OU DESIR DE BIEN VIEILLIR ? par Serge Guérin

Billet · 20 janvier 2018

LES VŒUX DE L'EQUIPE DU PRé POUR 2018

Rubrique *Tutti frutti* · 05 janvier 2018
 MACRON, PRESIDENT GASTRONOMIQUE, par Jean-Claude Ribaut

Idées · 15 décembre 2017
 TROUBLONS LES CROYANCES ! par Dominique Lévèque

Billet · 15 décembre 2017
 NOTRE RAPPORT AU TEMPS ET A L'HISTOIRE, par Dominique Lévèque

Billet · 23 novembre 2017
 QUAND LES BRAS NOUS EN TOMBENT, par Dominique Lévèque

Europe & International · 16 novembre 2017
 CLIMAT : oui, l'Europe doit se mobiliser face à un enjeu aussi majeur que redoutable, par Guillaume Vuilletet

Europe & International · 15 novembre 2017
 CRISE DE LEGITIMITE AU TOGO, par Victor Prudent Topanou

Idées · 10 novembre 2017
 EPHEMERIDE, par Dominique Lévèque

Sécurité & Défense · 08 novembre 2017
 POURQUOI J'AI VOTE LA HAUSSE DU BUDGET DES ARMEES, par Guillaume Vuilletet

Actualités · 12 octobre 2017
 LES ETATS GENERAUX DE L'ALIMENTATION, par Dominique Lévèque

Actualités · 06 octobre 2017
 2017-2022 : POUR UNE NOUVELLE ASSEMBLEE NATIONALE, par Guillaume Vuilletet

Europe & International · 26 septembre 2017
 CLARIFIER ET REPENSER L'EUROPE AVANT DE LA "RELANCER", par Dominique Lévèque

Actualités · 03 septembre 2017
 UN BUDGET SANTE MAITRISE, par Guillaume Vuilletet

Idées · 02 septembre 2017
 LA SOCIAL-ECOLOGIE A-T-ELLE UN AVENIR ? Eléments de réflexion, par Dominique Lévèque

Conseil scientifique

On peut noter tout aussi positivement, l'élargissement du conseil scientifique (mis en place quand il fut décidé de faire évoluer notre groupe de réflexions sociales et politiques vers un fonctionnement type *Think tank*, chargé notamment de participer et d'amplifier la réflexion du PRé) qui participe grandement, par sa seule existence, à l'exposition du PRé.

Sa composition actuelle est la suivante :

Timothy Adès (poète traducteur britannique, spécialiste de la versification, des rimes et des mètres, en français, espagnol, allemand et grec. Promoteur de Victor Hugo, Robert Desnos, Jean Cassou, d'Alberto Arvelo Torrealba, du poète vénézuélien des Plaines, du mexicain Alfonso Reyes, de Bertold Brecht et de Sikelian. Ecologiste, signataire notamment de la pétition internationale contre l'empreinte massive sur les forêts, le climat et les personnes du géant américain Tyson Foods.) ; **Jacques Archimbaud** (vice-président de la Commission nationale du débat public (CNDP) et président de la commission particulière du débat public (CPDP) sur la révision de la PPE (Programmation Pluriannuelle de l'énergie). Fondateur et dirigeant de différents réseaux de l'économie alternative et solidaire, participant des premières initiatives de développement local, il a occupé les postes de conseiller technique puis de conseiller auprès de Dominique Voynet, ministre de l'Aménagement du territoire, de l'environnement et de chargé de mission dans celui d'Yves Cochet dans le même ministère. (1998/2002) et plus tard de directeur adjoint du cabinet du ministre chargé de l'Égalité des territoires et du logement.) ; **Véronique Biau** (en cours) (Architecte-urbaniste en chef de l'État, docteur en sociologie, chercheur à l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine, directrice du Centre de Recherche sur l'Habitat (CRH, LAVUE). Depuis 2001, elle anime le Ramau (Réseau activités et métiers de l'architecture et de l'urbanisme). Ses travaux portent sur les processus et les acteurs intervenant sur la conception et la production des espaces architecturaux et urbains : organisation de la maîtrise d'œuvre et attribution des marchés publics en Europe, partenariats public-privé en Grande-Bretagne, et logiques internes aux principaux groupes professionnels investis dans la conception (les architectes et la question de la notoriété, les urbanistes et la définition d'une identité professionnelle partagée). Egalement sur l'hybridation des savoirs entre habitants et professionnels dans le cadre de la production d'habitat alternatif, coopératif ou autogéré.) ; **Pierre Bouchacourt** (expert en aménagement du territoire, commerce et distribution, économie sociale, industries de santé, logement, parlement et collectivités territoriales, sécurité. Directeur associé du cabinet Lysios Public Affairs) ; **Véronique Anastasie-Bréchaire** (ingénieure qualicienne agroalimentaire et restauration, microbiologiste, mycologiste des aliments, eau, air, terre ; experte-consultante formatrice des techniques sensorielles & du goût (au service des agriculteurs, des métiers de bouche et du monde culinaire) ; **Henri Bergeron** (sociologue, enseignant chercheur CNRS, membre du Centre de Sociologie des Organisations (CSO). Co-titulaire chaire "numérique, organisations et affaires publiques" à Sciences Po, directeur du master *Organisations et Management des Ressources Humaines*, d'Axe Santé (Laboratoire Interdisciplinaire d'Evaluation des Politiques Publiques) et coordinateur scientifique de la Chaire Santé de Sciences Po-FNSP) ; **Vincent Brossel** (responsable du Pôle communication de la CIMADE. Co-Pt du CRID (Centre de recherche et d'information pour le développement). Ancien directeur de Peuples Solidaires - ActionAid France ; directeur de l'information de CCFD Terre Solidaire, ancien responsable de la section Asie- Pacifique de RSF; responsable Pôle Communication & développement des ressources privées & sensibilisation de la Cimade) ; **Jean-Marc Brûlé** (directeur co-fondateur de Green Lotus, ONG de promotion du développement durable en Asie. Secrétaire national adjoint des Verts chargé des élections, des élus et des institutions 2008-11) ; **Vincent de Bernardi** (directeur de la communication et des relations institutionnelles de CCI France (Assemblée des Chambres Françaises de Commerce et d'Industrie). Ancien journaliste, il a été conseiller du Premier ministre Jean-

Pierre Raffarin, directeur du Service d'Information du Gouvernement (SIG) et DG du Syndicat de la Presse Quotidienne Régionale SPQR) ; **Daniel C. Esty** (professeur de droit et de politique environnementale à l'Université de Yale, directeur du Yale Center for Law and Environmental Policy et administrateur du Center for Business and the Environment à l'Université de Yale qu'il a fondé en 2006 ; ancien Commissaire à l'énergie et à la protection de l'environnement pour l'État américain du Connecticut. Ancien missi dominici Climat, Environnement, Economie verte du président Barack Obama et négociateur US dans les sommets internationaux, après avoir été son conseiller lors de la Présidentielle de 2008 sur les questions énergétiques et environnementales au sein de l'équipe de campagne, puis au sein de l'équipe dite de « transition présidentielle » mars 2007-janvier 2009) ; **Philippe Folliot** (député du Tarn, spécialiste des questions marines et ultramarines ; Pt de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN et membre de la commission de la Défense et des Forces armées ; Pt du Groupe d'amitié France/Égypte. Capitaine et talonneur du XV parlementaire. Pt de l'Alliance centriste) ; **Philippe T Georgel** (professeur agrégé en biochimie et biologie moléculaire à l'Université Marshall (Huntington en Virginie-Occidentale, Etats-Unis) dans le Département des sciences biologiques. Participe à un projet de recherche scientifique *The Appalachian Freshwater Initiative* (AFI), qui consiste, en Virginie occidentale, avec une équipe de biologistes, d'écologistes, d'ingénieurs écologues, de pharmaciens-chimistes et de géologues, à comprendre et à détecter les effets écologiques et biologiques des polluants dans l'eau, sous l'effet des scénarii variant du changement climatique) ; **Jean-Patrick Gille** (spécialiste des questions de formation professionnelle et d'insertion des jeunes. Pt de l'Union nationale des missions locales - UNML - (depuis 2009), président-fondateur de l'Institut Bertrand Schwartz, spécialisé sur l'insertion sociale et professionnelle des jeunes (depuis 2011). Ancien député (PS) d'Indre et Loire, vice-président de la commission des affaires sociales de l'Assemblée Nationale, il fut rapporteur du budget Travail-Emploi pour le groupe des députés socialistes, médiateur en 2014 dans le conflit des intermittents. Anciennement membre des Amis de la Terre 1981) ; **Serge Guérin** (Sociologue, consultant, spécialiste des questions liées au vieillissement et à la «seniorisation» de la société, des enjeux de l'intergénération et des théories du care via la notion d'accompagnement et d'écologie sociale. Professeur à l'INSEEC Paris, Directeur du Master "Gestion des établissements de santé", enseignant en Master Politiques gérontologiques à Sciences Po Paris, chercheur associé au Centre Edgar Morin - iiAC - EHESS-CNRS) ; **Nathalie Krikorian-Duronsoy** (philosophe, analyste du discours politique et des idéologies. Ancienne chargée de recherche sur les «discours d'extrême droite» au Laboratoire de Lexicologie Politique de l'ENS-St Cloud-CNRS. Chroniqueuse à *Atlantico*) ; **Christophe Leguevaques** (spécialiste dans le droit des catastrophes et les risques. Avocat au barreau de Paris et de Toulouse, associé gérant de la CLÉ, réseau d'avocats. Promoteur des actions collectives à la française en matière notamment de crédit bancaire, de risque écologique et sanitaire, fondateur de la plateforme *mysmartcab*) ; **Thierry Libaert** (expert en communication des Organisations, Chef de mission Développement Durable à EDF. Membre du Comité Economique et Social Européen (rapporteur de l'avis du CESE du 17-10-2013 relatif à l'obsolescence programmée, premier texte européen à se prononcer sur ce sujet) Vice-pt de la Fabrique écolo. Membre du conseil d'administration de l'Institut des futurs souhaitables, membre du Conseil de l'éthique Publicitaire (CEP) ; **Pol Le Roux** (en cours) (Ingénieur robotique, spécialiste de la stratégie d'entreprise. Vice-pt Ventes et Marketing de Lynas Corporation Ltd (Métaux et minéraux précieux), Malaisie) ; **Doris Lucas** (économiste, consultante en développement économique et

ingénierie de projets. Secrétaire générale du Club des Entreprises du Grand Paris. Trésorière de l'IHEDM - Institut des Hautes Etudes des Métropoles (Réseau de dirigeants Métropolitains Publics et Privés ; ancienne directrice chez BVA ; consultante auprès de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), agence spécialisée des Nations Unies) ; **Yvan Pavis** (responsable RH du Groupement d'Intérêt Public - GIP " Réinsertion et Citoyenneté ". Ancien Secrétaire général de l'Institut National de la Consommation - INC) ; **Bernard Pignerol** (artiste peintre, conseiller d'Etat. Président de formation de jugement à la Cour nationale du droit d'asile. Membre du Bureau de France Terre d'Asile) ; **Philippe Raynaud** (philosophe et politologue. Professeur des universités en philosophie politique à l'université de Paris-II Panthéon-Assas, Philippe Raynaud enseigne également à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), au Centre de recherches politiques Raymond Aron, ainsi qu'à Sciences Po. Membre de l'Institut Universitaire de France; membre du comité de rédaction de la revue *Commentaire*) ; **Jean-Claude Ribaut** (architecte, écrivain. Chroniqueur gastronomique à GMag Hebdo, Gastronomie magazine, journal d'informations comestibles web et print, collaborateur de *Dandy* magazine et correspondant à Paris du magazine suisse *Plaisirs* après avoir officié au journal *Le Monde* pendant plus de 20 ans) ; **Pierre-Alain Roiron** (maire de Langeais - Indre et Loire - conseiller régional Centre Val de Loire. Pt du CRT (Comité régional du tourisme) du Centre-Val de Loire ; administrateur de Tours Val de Loire Tourisme. Membre du Haut Conseil de l'éducation artistique et culturelle, du Conseil national de l'Éducation, et du Conseil national du développement culturel des territoires. Vice-pt de l'Association des Maires de France -AMF) ; **Kenneth G. Ruffing** (spécialiste en développement international et politique environnementale. Après une longue carrière aux Nations Unies, Kenneth G Ruffing a été directeur adjoint et économiste en chef de la direction de l'environnement de l'Organisation de coopération et de développement économiques - OCDE, puis coordinateur du projet « Perspectives économiques en Afrique » OCDE, AfDB, ECA, PNUE) ; **Benjamin Stora** (historien, professeur des universités, documentariste, spécialiste de l'histoire du Maghreb contemporain (XIXe et XXe siècles), des guerres de décolonisations, et de l'histoire de l'immigration maghrébine en Europe, inspecteur général de l'Éducation nationale. Pt du Conseil d'orientation de l'Établissement public du Palais de la Porte Dorée qui réunit le Musée de l'histoire de l'immigration et l'Aquarium de la Porte Dorée) ; **Victor Prudent Topanou** (directeur de l'Ecole doctorale des Sciences juridiques, politiques et administrative de l'Université d'Abomey-Calavi (Bénin). Ancien Chef du département de sciences politiques de la faculté de droit et de Sciences politiques d'Abomey-Calavi et directeur du CREA, centre de recherche en sciences politiques. Membre du comité scientifique de l'Institut International de Recherche, Politique de civilisation créée sous la présidence d'Edgar Morin; membre du *groupe de Fribourg* (artisan de la Déclaration de Fribourg sur les droits culturels de 2007 « Déclaration universelle des droits culturels ») et correspondant de l'Observatoire de la Diversité et des droits culturels - Organisation Internationale de la Francophonie) ; **Frédéric Vigouroux** (maire de Miramas (labellisée ECOCERT), conseiller départemental des Bouches-du-Rhône. 1er vice-président du syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence, délégué à l'économie et à la cohésion sociale. Pt du conseil d'administration de l'Agence Nationale du Chèque Vacances (ANCV); membre du conseil d'administration de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine - ANRU).

Maintenant, il reste cependant à mieux solliciter l'organe ressource qu'est ce CS, comme chacun de ses membres.

N.B : Un évènement public du PRé en 2019 est à l'étude qui associerait le conseil scientifique.

Un autre élément de satisfaction réside dans le fait que notre audience est en progression régulière :

Quelques 300 sympathisants et *Amis du PRé* répertoriés qui fréquentent notre site Web, notre page FB ou notre compte Tweeter (inauguré depuis peu grâce aux bons soins de Thierry Libaert), avec un « noyau dur » d'abonnés de quelques 80 personnes.

Notons cependant paradoxalement (ainsi que nous le soulignons en introduction) un reflux du nombre de réactions, commentaires ou publications depuis 9 mois. Depuis septembre 2018, par exemple, il est de l'ordre de -53%. Il est encore trop tôt pour dire s'il y a une corrélation à faire avec la démission du gouvernement de Nicolas Hulot ou si c'est dû à une autre explication. Alors même que sur les seuls 30 derniers jours, pour ne prendre que cette référence, nous comptabilisons des soutiens en progression de l'ordre de + 67%.

Sur cette même période, on peut préciser que le site du PRé (hors page FB) a reçu la visite de 100 visiteurs, pour 199 pages visitées, dont 43% l'ont été via des mobiles.

Alors certes, tout ceci reste très modeste en regard de « l'hénaurmité » rencontrée par d'autres thématiques, notamment animalière, qui prospèrent sur la toile...

Une amélioration de notre visibilité consisterait, entre autres, nous dit-on, à utiliser des *Tags*. Sans compter d'autres moyens qui existent, que nous ne maîtrisons pas en interne pour le moment, pour *booster* le trafic sur nos supports de communication électronique, opérer des redirections d'URL permettant d'orienter nos visiteurs vers une autre sous-page, sans modifier l'adresse web existante. Un point positif apparemment pour les moteurs de recherche.

A suivre donc.

Enfin, nous pouvons nous féliciter de ce que nos amis **Benjamin Stora** et **Thierry Libaert**, membres du conseil scientifique du PRé (également du Conseil pour Thierry Libaert) se soient vus confiés des missions officielles :

- Le premier, en ce début d'année 2018, une mission de coordination de l'action culturelle en faveur des migrants dans les établissements nationaux, auprès de la ministre de la Culture, Françoise Nyssen.
- Le second, en juillet 2018, pour une étude pour une consommation plus durable en Europe, auprès du ministre de la transition écologique et solidaire.

LES MOYENS

Le PRé ne dispose d'aucun permanent, d'aucun salarié. Il ne peut compter pour l'instant que sur le seul engagement bénévole et la bonne volonté de ses membres et le soutien des sympathisants et amis, hélas soumis aux aléas humains comme on vient de le voir. Ce qui oblige particulièrement les membres du conseil (CA) et du comité exécutif (Bureau).

Il a cependant des besoins. Pas moins que l'année dernière.

La question du budget de fonctionnement reste urgente pour poursuivre, encourager la production, et surtout organiser les RDV institutionnels du PRé, faire vivre notre cycle de diners-débats, amorcer celui des *Cercles de la Transition écologique* (dédiés au monde de

l'entreprise), financer le site web, animer le conseil scientifique et coordonner ses recommandations (en termes de sujets de réflexion et de programme d'activités).
Egalement pour soutenir notre volonté d'entretenir des relations et d'amorcer des collaborations avec des think tanks & fondations et le monde intellectuel au sens large.

Au plan des ressources humaines, idéalement 1 chargé de communication serait utile, 1 concepteur/ rédacteur / graphiste pour le site web, 1 community manager / webmestre et/ou 1 développeur, 1 animateur du blog /Forum et/ou 1 animateur de la page FB du groupe PRé, 1 responsable des Notes de lectures, 1 responsable des Ressources documentaires.
Et 1 responsable de projet pour *les Cercles de la Transition écologique*.

En parallèle de la recherche de nouveaux moyens, il serait utile d'intéresser de nouveaux « coopérateurs » (issus des sympathisants actuels ou potentiels ou des *Amis du PRé*).
Comme de trouver et de solliciter de nouveaux contributeurs réguliers et/ou ponctuels. Le PRé est à la recherche de profils qui lui font défaut actuellement : 1 philosophe des sciences et techniques, 1 risk manager risque climatique et 1 agroécologue / ingénieur écologue. Et si possible, 1 océanographe, 1 astrophysicien (en cours), 1 entomologiste. Accessoirement 1 juriste en droit de l'environnement (en cours) et 1 spécialiste de la finance solidaire et du financement participatif.

N.B : on peut remercier ici Thomas Lvq pour son concours bénévole comme chargé de la maintenance du site et comme « Web désigner », sans discontinuité depuis septembre 2015.

VIE STATUTAIRE

L'AG du 27 novembre 2018 va devoir procéder au renouvellement de la moitié du conseil des membres (CA). Rappelons que pour se conformer formellement aux statuts et faciliter au plan pratique la gestion administrative du conseil, l'AG de l'an dernier a décidé de faire deux « moitiés », l'une renouvelable en 2018, l'autre en 2019. Pour ce faire, comme le dispose l'art IX des statuts, l'AG a procédé par tirage au sort pour savoir qui sera dans quelle « moitié ». Le conseil des membres du PRé est donc dorénavant organisé comme suit :

Membres renouvelables 2018

Vincent Berthiot (collège des membres fondateurs)
Moegnan Doho
Stanislas Hubert (collège des membres fondateurs)
Thierry Jové-Dejaiffe, trésorier
Laure Lechatellier (sur le mandat à courir de Gaëlle Delamarre, membre du comité exécutif, démissionnaire en sept 2017)
Dominique Lévêque (collège des membres fondateurs), secrétaire général
Céline Marcotte (collège des membres fondateurs)
Janine Maurice-Bellay
Gilles Sohm (collège des membres fondateurs)
Claudie Violette

Membres renouvelables 2019

François Caillaud (démissionnaire depuis le 18 oct 2018)

Eric Chevaillier (collège des membres fondateurs)

Valentin Depenne

Valérie Gervais (collège des membres fondateurs, démissionnaire depuis le 11 février 2018).

Patrice Grelon (collège des membres fondateurs, sur le mandat à courir de Philippe Debruyne, démissionnaire en sept 2017)

François-Michel Lambert (collège des membres fondateurs), vice-président

Jacques Lemerrier (collège des membres fondateurs), Président

Thierry Libaert

Didier Maciocia (sur le mandat à courir de Guillaume Vuilletet démissionnaire en sept 2017, Pt d'honneur)

Julie Nouvion, membre du comité exécutif (démissionnaire en avril 2018)

COMMUNICATION

Des efforts avaient déjà été faits en 2015-2016, notamment en termes de construction d'un site, puis de son amélioration et de l'augmentation de ses fonctionnalités en 2017 et en 2018.

Il reste qu'il faut y allouer un minimum de moyens pour le faire vivre

Un travail reste à faire ou plus précisément à reprendre avec des journalistes politiques.

Nous avons conscience qu'optimiser la visibilité du PRé et renforcer sa légitimité reste plus que jamais un travail au long court qui nécessite un travail coopératif et collaboratif et un maillage dont il faut avoir en permanence en tête la nécessité. L'effort particulier que nous avons fourni en 2015, 2016 et 2017 et les 5 premiers mois de 2018 doit donc être poursuivi.

De ce point de vue, il nous faut moderniser nos moyens de communication en direction des sympathisants actuels ou potentiels, non pas tant dans l'objectif d'en faire des adhérents, que d'en faire pour le moins des *Amis du PRé*, en leur ménageant la possibilité de contribuer aux activités du PRé, sur la durée ou ponctuellement, selon leurs envies et leurs disponibilités, en choisissant à la carte ce qui leur convient, sans devoir se coltiner les réunions et les contraintes statutaires administratives traditionnelles.

Ces nouveaux moyens doivent pouvoir répondre à leur désir de produire du changement, à leur envie de penser de manière collaborative, à leur envie d'agir, d'influer sur les décisions publiques.

Nous avons déjà perçu l'an dernier la nécessité de nous inscrire plus largement dans ce mouvement de « *civic tech* », qui veut mettre les outils numériques au service d'une participation plus large des citoyens à la vie publique. Il nous faut apprendre à mieux utiliser ces outils afin d'élargir notre audience et susciter une participation plus large des sympathisants du PRé. Comme d'élargir ce faisant le cercle des coproducteurs du PRé, et d'encourager le passage vers des plateformes de partage des données ou de consultations.

Ce parti pris est d'autant plus aisé que nous ne nous considérons pas comme les seuls « sachants », y compris sur nos sujets de prédilection ! Nous essayons simplement de faire ce qui est la vocation du PRé, modestement, en toute oblativité.

La question est donc bien celle-là : comment solliciter toute cette intelligence collective qui se situe hors le périmètre du PRé qui ne demande qu'à s'exprimer ?

Elle est aussi de considérer que nous n'avons pas le choix : le numérique change la donne pour tout le monde et oblige à revoir nos moyens de communiquer, comme de coproduire des idées, des solutions, des propositions.

CONCLUSION

Le bilan d'activités du PRé n'est donc pas aussi brillant que nous eussions pu l'espérer en regard de notre programme initial de travail, certes ambitieux.

Ce bilan est-il contrebalancé, comme pour les deux dernières années, par une augmentation de notre capacité d'influer sur les idées politiques ? Pas vraiment, en tous les cas pas encore, sauf à considérer que la reprise de quelques-uns de nos *gimmicks* en fait partie.

Cette année, après celui d'*Ecologie des solutions* (repris à partir de 2011 par la sensibilité GTE - Gouverner la Transition écologique) d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV), puis par EELV elle-même et quelques autres acteurs ou observateurs de la planète écolo), après celui de *Futur désirable*, repris par Benoit Hamon lors de la Présidentielle 2017 et maintenant par generation-s, c'est ainsi que le mot *Emancipation* (que nous utilisons pareillement depuis 2010) a été fait leur par un certain nombre d'acteurs politiques de tous bords en 2018.

Alors que nous avons pu croire un moment qu'il pouvait pâtir de son appartenance au début du XXème siècle, de sa revendication par toute une série de groupements ou partis dits *d'avant-garde*. Ou encore de sa résonance avec le socialisme libertaire. Pas forcément « vendeur » par les temps qui courent...

So, Welcome !

Ce bilan nous appelle à redoubler d'efforts en produisant dans la durée contenu, analyses, idées, propositions. En suscitant un meilleur travail coopératif en interne et collaboratif en externe, en augmentant le nombre de nos contributions, comme celui de ses rédacteurs.

Le même effort doit être fourni dans le même temps quant à l'organisation de diners-débats et autres conférences qui ne doivent pas être négligées et sont tout autant prioritaires.

Cela reste la base.

Ajoutons, comme déjà dit au début de ce rapport, que si l'on veut rester dans l'idée qu'il nous faut être raccord avec le « *do* » de *Think & do tank*, il serait opportun d'être un peu plus opérationnel.

Pourquoi n'essayerions-nous pas de décliner notre projet au plan local, y compris concrètement dans ses aspects touchant au rythme et à la soutenabilité sociale de la transition écologique, énergétique et solidaire, à partir des besoins ressentis ou recueillis sur le terrain ? En partant par exemple des doléances des Français.

Comme nous le rappelle si justement Bruno Latour : « *la doléance, c'est le contraire de la plainte inarticulée* ».

Car « *ce qui compte aujourd'hui, c'est de bien remplir la première question (faites la liste des entités qui assurent votre subsistance) avant de vous précipiter sur la dernière (faites la liste de ce ou ceux qui vous empêche(nt) de prendre soin de votre territoire)* »

Les prochaines Européennes et plus encore les Municipales peuvent nous en donner l'occasion.

Aux nouveaux venus qui nous interrogent, nous pourrions ajouter, en conclusion de ce rapport d'activité - qui tient aussi du rapport moral - que le PRé est un peu à l'univers des clubs, think tanks et autres groupes de réflexions engagés ce que le potimarron, emblématique de l'automne, est à la famille des cucurbitacées : des atouts, du goût, une taille pas trop intimidante (sic !), une texture idéologique ferme, une peau qui se laisse manger et un maximum de vitamines (de sens), et autres oligoéléments et acides aminés essentiels pour une réflexion roborative !

Nous pourrions dire plus en ajoutant souriants : modeste, comme le potimarron, il ne prend pas le melon !

L'ambition du PRé, année après année, depuis maintenant 8 ans, est donc intacte. Le PRé soutient toujours que l'écologie est un défi, une opportunité, qu'elle est la clef d'une prospérité future, dont la France et l'Europe doivent se saisir.

Nous pensons toujours qu'un projet *social-écologiste* ne serait pas le plus incapable d'apporter des solutions durables aux nouveaux défis mondiaux. Mais une révolution est nécessaire qui est à mener au-delà des discours et des bonnes intentions : celle de notre rapport à la production, à la consommation et à la croissance. Nous voulons que les sociétés modernes soient le terrain d'émergence d'une nouvelle définition de la satisfaction des besoins, compatible avec les attentes des français, comme avec ceux des pays en voie de développement ou des pays émergents.

Notre idée du progrès n'a pas changé : au service d'une qualité de vie durable pour les habitants de la planète.

Notre ambition, comme le souligne la présentation du PRé est et reste lucide, « *pragmatiste en ce sens que notre pragmatisme n'est pas rhétorique, qui nommerait « réalisme » l'application de dogmes, sans souci des résultats pratiques. A l'inverse, c'est un pragmatisme qui invite à produire des effets sur le réel, en se coltinant ses rugosités. C'est pourquoi le PRé essaie de promouvoir une écologie des solutions* ».

(1) Cf. l'entretien du Bruno Latour au journal le Monde du 20-07-2018, « Il faut faire coïncider la notion de territoire avec celle de subsistance ».

Bruno Latour est philosophe et sociologue des sciences, professeur émérite associé au Médialab de Sciences Po. Il a écrit de nombreux ouvrages et articles sur l'anthropologie du monde moderne et sur notre relation à la nature : « *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie* » (La Découverte, 1999), « *Face à Gaïa. Huit conférences sur le nouveau régime climatique* » (La Découverte, 2015). Son dernier livre, « *Où atterrir ? Comment s'orienter en politique* » (La Découverte, 2017) est une réflexion sur les moyens intellectuels et politiques de changer un monde où les hommes sont « *privés de terre* ».